Les ingérences étrangères au Parlement Européen

Maroc

Qatar

Émirats Arabes Unis

Arabie Saoudite

Iran

Une étude du Cabinet CP Consulting

IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

Mai 2023

Table de Matières

Introduction 3
Régimes autocratiques 4
Code de conduite 6
Délégations et Groupes d'Amitié 11
Les personnages clés 13
Maroc 16
Les relations avec l'UE 17
Espionnage et tourisme sexuel 19
Maroc - Gate 21
Le service secret marocain 23
Le Groupe d'Amitié 25
Qatar 28
Fight Impunity 29
La Suite d'hôtel 32
Les syndicalistes 34
Émirats Arabe Unies 35
Les Think Tanks 37
Les Cabinets RP 39
Le Groupe d'amitié 40
Arabie Saoudite 42
Le lobbying 43
Think Tanks et Cabinets 45
Iran 46
Eldar Mamedov 47
Conclusion 49
Notes 50

"La justice belge a fait
ce que le Parlement n'a pas fait apparemment" [1]

Alexander de Croo

Premier ministre belge

1

Introduction

Régimes autocratiques

Il y a des régimes qui ne veulent pas que leurs activités criminelles soient mis en lumière. Une mauvaise réputation rend moins probable la possibilité - pour leurs gouvernements - de forger des relations commerciales plus étroites avec l'UE. C'est la raison pour laquelle ces régimes qui se conduisent mal sont prêts à tout pour éviter les critiques sur les droits de l'Homme et/ou la corruption.

Il faut savoir que la plupart des fonds de l'aide extérieure de l'UE vont encore à des régimes non démocratiques. Pendant la période 2018-2019, un peu plus de 84 % des fonds de l'UE sont orientés vers des régimes autoritaires en légère hausse par rapport à la période de cinq ans précédents (2013-2017). [2]

Au cours de la dernière décennie (2012-2022), l'UE a fourni une aide budgétaire générale ou sectorielle à plusieurs gouvernements qui sont montrés du doigt pour d'importantes violations des droits de l'Homme. Parmi eux, on peut mentionner l'Égypte, le Laos, le Maroc, le Myanmar, le Rwanda, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Ouganda et Viêt Nam. [3] Même si l'UE a changé un peu les règles concernant l'aide budgétaire à durée indéterminée, les régimes non démocratiques reçoivent toujours de grandes quantités d'aide européenne sans aucune condition politique. [4]

Alors que l'approvisionnement en gaz et en pétrole de la Russie s'arrête progressivement, l'Europe recherche des sources d'énergie alternatives. Des Émirats arabes unis au Qatar, les sources d'énergie alternatives devraient provenir de pays ayant des préoccupations de longue date en matière de droits de l'Homme et de la démocratie.

Pendant ce temps, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a déclaré dans un communiqué qu'"*aux Émirats arabes unis, des militants, des avocats, des enseignants, des étudiants et des personnes considérées comme critiques sont arrêtés, poursuivis et détenus*". [5] L'affaire de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul (2 Octobre 2018) par des agents du régime de Riyad a montré une fois de plus la nature du royaume des Saoud et de la doctrine wahhabite de l'Islam sunnite. [6]

Concernant le Maroc, Human Rights Watch a révélé que *«le régime marocain applique un manuel de stratégie pour écraser la dissidence. Un ensemble de mesures conçues pour faire subtilement taire les journalistes critiques, les dissidents et les militants des droits humains qui ont refusé d'adoucir leur ton ou de s'exiler.»* [7]

Pour le Qatar, l'ONG Freedom House dénonce « *la violation des droits humains fondamentaux qui va bien au-delà de l'exploitation par le travail. La liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association sont toutes sévèrement restreintes au Qatar. La plupart des médias imprimés et audiovisuels sont étroitement liés à l'État et les autorités imposent des restrictions strictes aux journalistes, laissant très peu de place au journalisme indépendant. Ceux qui critiquent l'État, y compris les militants et les journalistes ont été condamnés à des peines de prison incroyablement*

2
3
4
5
6
7

sévères, souvent à la suite de procès inéquitables. Ces pratiques encouragent l'autocensure et minent considérablement tout espace de liberté d'expression.» [8]

8

Code de conduite

À la fin des années 1990, le Parlement européen a contraint l'ensemble de la direction politique de la Commission à démissionner à la suite d'allégations de fraude et de corruption impliquant une commissaire française, Édith Cresson. [9] Selon le "Code de conduite", adopté en 2011, les eurodéputés ne doivent accepter de la part des lobbies que les cadeaux matériels ou immatériels d'une valeur inférieure à 150 euros. Si le cadeau a une valeur supérieure à 150 euros, il doit être remis à un service compétent qui l'entreposera temporairement. [10]

Le Code de conduite des députés européens est le suivant: [11]

Article 1

Principes directeurs

Dans l'exercice de leurs fonctions, les députés au Parlement européen:

a) s'inspirent et agissent dans le respect des principes de conduite généraux suivants: le désintéressement, l'intégrité, la transparence, la diligence, l'honnêteté, la responsabilité et le respect de la réputation du Parlement,

b) agissent uniquement dans l'intérêt général et n'obtiennent ni ne tentent d'obtenir un avantage financier direct ou indirect quelconque ou toute autre gratification.

Article 2

Principaux devoirs des députés

Dans le cadre de leur mandat, les députés au Parlement européen:

a) ne passent aucun accord les conduisant à agir ou voter dans l'intérêt d'une personne physique ou morale tierce, qui pourrait compromettre leur liberté de vote telle qu'elle est consacrée à l'article 6 de l'acte du 20 septembre 1976 portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct et à l'article 2 du statut des députés au Parlement européen,

b) ne sollicitent, ni n'acceptent ou ne reçoivent aucun avantage financier direct ou indirect, ou toute autre gratification, contre l'exercice d'une influence ou un vote concernant la législation, les propositions de résolution, les déclarations écrites ou les questions déposées auprès du Parlement ou de l'une de ses commissions, et veillent scrupuleusement à éviter toute situation susceptible de s'apparenter à de la corruption.

Article 3

9
10
11

Conflits d'intérêts

1. Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un député au Parlement européen a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que député. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.
2. Tout député qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier, en conformité avec les principes et les dispositions du présent code de conduite. Si le député est incapable de résoudre le conflit d'intérêts, il le signale par écrit au Président. En cas d'ambiguïté, le député peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité consultatif sur la conduite des députés, institué à l'article 7.
3. Sans préjudice du paragraphe 2, les députés rendent public, avant de s'exprimer ou de voter en séance plénière ou au sein des organes du Parlement, ou lorsqu'ils sont proposés comme rapporteurs, tout conflit d'intérêts réel ou potentiel compte tenu de la question examinée, lorsque celui-ci ne ressort pas avec évidence des informations déclarées conformément à l'article 4. Cette communication est faite par écrit ou oralement au président au cours des débats parlementaires en question.

Article 4

Déclaration des députés

1. Pour des raisons de transparence, les députés au Parlement européen présentent sous leur responsabilité personnelle une déclaration d'intérêts financiers au Président avant la fin de la première période de session consécutive aux élections au Parlement européen (ou, en cours de législature, dans les 30 jours suivant leur entrée en fonction au Parlement), en utilisant le formulaire adopté par le Bureau conformément à l'article 9. Ils informent le Président de tout changement influant sur leur déclaration, dans les 30 jours suivant ledit changement.

2. La déclaration d'intérêts financiers contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise:

a) les activités professionnelles du député durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction au Parlement, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique,

b) toute indemnité perçue pour l'exercice d'un mandat au sein d'un autre parlement,

c) toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant,

d) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non,

e) toute activité extérieure occasionnelle rémunérée (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise), si la rémunération totale excède 5 000 EUR par année civile,

f) la participation à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que cette participation confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question,

g) tout soutien financier, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui lui sont alloués dans le cadre de ses activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers,

h) tout autre intérêt financier qui pourrait influencer l'exercice des fonctions du député.

Les revenus réguliers perçus par le député concernant chacun des points déclarés conformément au premier alinéa sont placés dans l'une des catégories suivantes:

- de 500 à 1 000 EUR par mois;
- de 1 001 à 5 000 EUR par mois;
- de 5 001 à 10 000 EUR par mois;
- plus de 10 000 EUR par mois.

Tout autre revenu perçu par le député concernant chacun des points déclarés conformément au premier alinéa est calculé sur une base annuelle, divisé par douze et placé dans l'une des catégories établies au deuxième alinéa.

3. Les informations fournies au Président au titre du présent article sont publiées sur le site internet du Parlement sous une forme aisément accessible.

4. Un député ne peut être élu à des fonctions au sein du Parlement ou de ses organes, être désigné comme rapporteur ou participer à une délégation officielle, s'il n'a pas présenté sa déclaration d'intérêts financiers.

Article 5

Cadeaux ou avantages similaires

1. Les députés au Parlement européen s'interdisent, dans l'exercice de leurs fonctions, d'accepter des cadeaux ou avantages similaires autres que ceux ayant une valeur approximative inférieure à 150 EUR offerts par courtoisie ou ceux qui leur sont offerts par courtoisie lorsqu'ils représentent le Parlement à titre officiel.

2. Tout cadeau offert aux députés, conformément au paragraphe 1, lorsqu'ils représentent le Parlement à titre officiel est remis au Président et traité conformément aux mesures d'application fixées par le Bureau au titre de l'article 9.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas au remboursement des frais de voyage, d'hébergement et de séjour des députés ni au paiement direct de ces frais par des tiers, lorsque les députés participent, à la suite d'une invitation et dans l'exercice de leurs fonctions, à des manifestations organisées par des tiers. La portée du présent paragraphe, en particulier les règles pour assurer la transparence, est précisée dans les mesures d'application fixées par le Bureau au titre de l'article 9.

Article 6

Activités des anciens députés

Les anciens députés au Parlement européen qui s'engagent à titre professionnel dans des activités de lobbying ou de représentation qui sont en relation directe avec le processus décisionnel de l'Union ne peuvent, pendant toute la durée d'un tel engagement, bénéficier des facilités accordées aux anciens députés selon les règles fixées à cet effet par le Bureau .

Article 7

Comité consultatif sur la conduite des députés

1. Un comité consultatif sur la conduite des députés (le "comité consultatif") est institué.

2. Le comité consultatif est composé de cinq membres nommés par le Président au début de son mandat parmi les membres des bureaux et les coordinateurs de la commission des affaires constitutionnelles et de la commission des affaires juridiques, en tenant compte de l'expérience des députés et de l'équilibre politique. Chaque membre du comité consultatif en assume une présidence tournante de six mois.

3. Le Président nomme également, au début de son mandat, des membres de réserve au comité consultatif, à savoir un pour chaque groupe politique non représenté au sein du comité consultatif. En cas d'allégation de violation du présent code de conduite par un membre d'un groupe politique non représenté au sein du comité consultatif, le membre de réserve concerné devient le sixième membre de droit du comité consultatif pour l'examen de la violation alléguée en question.

4. Le comité consultatif donne, à titre confidentiel et dans les trente jours calendaires, à tout député qui en fait la demande des orientations sur l'interprétation et l'application des dispositions du présent code de conduite. Le député est en droit de se fonder sur ces orientations. Sur demande du Président, le comité consultatif évalue également les cas allégués de violation du présent code de conduite et conseille le Président quant aux éventuelles mesures à prendre.

5. Le comité consultatif peut, après consultation du Président, demander conseil à des experts extérieurs.

6. Le comité consultatif publie un rapport annuel sur ses activités.

Article 8

Procédure en cas d'éventuelles violations du code de conduite

1. Lorsqu'il y a des raisons de penser qu'un député au Parlement européen a peut- être commis une infraction au présent code de conduite, le Président peut en faire part au

comité consultatif.

2. Le comité consultatif examine les circonstances de l'infraction alléguée et peut entendre le député concerné. Sur la base de ses conclusions, il formule une recommandation au Président quant à une éventuelle décision.

3. Si, compte tenu de cette recommandation, le Président conclut que le député concerné a enfreint le code de conduite, il adopte, après audition du député, une décision motivée fixant une sanction qu'il porte à la connaissance du député. La sanction prononcée peut consister en l'une ou en plusieurs des mesures énoncées à l'article 153, paragraphe 3, du règlement.

4. Les voies de recours internes définies à l'article 154 du règlement sont ouvertes au député concerné.

5. Après expiration des délais prévus à l'article 154 du règlement, toute sanction imposée à un député est annoncée par le Président en séance plénière et publiée à un endroit visible du site internet du Parlement pour le restant de la législature.

Article 9

Mise en œuvre

Le Bureau arrête les mesures d'application du présent code de conduite, y compris une procédure de contrôle, et, le cas échéant, met à jour les montants énoncés aux articles 4 et 5. Il peut formuler des propositions de révision du présent code de Conduite.

Délégations et Groupes d'Amitié

Le Parlement européen compte actuellement 45 délégations permanentes [12] qui comprennent 20 membres ou moins mais il y a aussi des petites délégations de 8 membres par exemple. Ce nombre a été fixé par une décision, adoptée en avril 2019, «*relative au nombre de délégations interparlementaires*». [13] Toutes ont la même structure, c 'est à dire elles ont un président et deux vice-présidents qui sont élus par les membres de la délégation. Tous les membres sont nommés par les groupes politiques du Parlement, la composition de chaque délégation reflétant l'équilibre politique global du Parlement. Certains députés européens sont membres de plus d'une délégation permanente.

Les différentes commissions du Parlement et les délégations se tiennent mutuellement informées de leurs réunions et de leurs discussions. Elles invitent leurs membres à se joindre à leurs travaux et missions, y compris lorsqu'ils se déplacent hors de l'UE. Parmi les commissions, celle des affaires étrangères joue le rôle le plus critique pour les délégations. Elle coordonne et assure le contrôle politique du travail des délégations mais aussi celui des députés européens voyageant pour les affaires officielles du Parlement vers des pays extérieurs à l'UE. Avant qu'une délégation ne rencontre des élus extérieurs à l'UE, la commission des affaires étrangères propose des sujets politiques que la délégation pourrait ou devrait aborder. Après la réunion, le président de la délégation rend compte à la commission des affaires étrangères. 14

Les groupes d'amitié

Il existe actuellement des dizaines de "groupes d'amitié" qui n'ont pas de statut officiel au sein du Parlement. Leurs activités sont souvent financées par des lobbyistes ou des gouvernements étrangers. Les groupes d'amitié sont des clubs informels d'eurodéputés qui entretiennent des relations avec des pays extérieurs à l'UE en dehors des procédures normales. Ces groupes ne se coordonnent pas avec les commissions et/ou les délégations et ne représentent officiellement pas le Parlement.

Selon un lobbyiste bruxellois "*certains eurodéputés sont ouverts aux offres, parfois ils en demandent même. Je connais des conversations dans lesquelles des députés ont mentionné qu'ils cherchaient toujours une destination pour leurs vacances en famille, ou que leur fils ou leur fille cherchait un emploi. Il y a des interlocuteurs extérieurs à l'UE qui sont prêts à faciliter cela. Offrir des voyages d'études est un moyen d'obtenir un soutien. Ce n'est pas que vous achetez une influence directe avec cela. C'est simplement un moyen de nouer des contacts, et donc de créer une ouverture d'influence.*"[15]

Roberta Metsola

12
13
14
15

Après la révélation du QatarGate, la Présidente du Parlement Européen, Roberta Metsola a présenté un plan en 14 points qui a été approuvé par les dirigeants des groupes politiques du Parlement. [16] Le plan prévoit d'introduire des contrôles réguliers sur tous les lobbyistes dans le registre de transparence, notamment en leur demandant de vérifier les liens avec des pays tiers. En plus, les députés pourraient être tenus de publier toutes les réunions avec des tiers liées à un rapport ou à une résolution du Parlement et de déclarer tout voyage à l'étranger. D'autres mesures prévues incluent l'obligation pour les députés européens de faire une déclaration sur tout conflit d'intérêts avant de devenir rapporteurs ou rapporteurs fictifs sur un dossier. Les anciens députés européens ne seront plus autorisés à avoir des laissez-passer permanents au Parlement ni à accorder l'entrée à d'autres personnes. [17]

16
17

Les personnages clés

Pier Antonio Panzeri

Il était député européen italien du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates (de 2004 à 2019). Président de la sous-commission sur les droits humains (pendant la période 2017-2019) et Fondateur de l'ONG *Fight Impunity* en 2019. [18] La justice belge accuse Panzeri de corruption et de blanchiment d'argent au bénéfice du Qatar et du Maroc. Panzeri a admis diriger un groupe qui a accepté des pots-de-vin pour influencer la politique du Parlement européen. Après une courte période de détention, Panzeri était libéré avec un bracelet électronique. La police italienne, agissant sur la base d'un mandat d'arrêt européen, a interpellé son épouse Maria Colleon et sa fille Silvia Panzeri en Italie. [19]

Lors de ses récents interrogatoires, Panzeri a admis avoir reçu - avec Francesco Giorgi - au moins 2,6 millions d'euros des trois pays: le Maroc, le Qatar et la Mauritanie. [20] La grande majorité de cet argent a été versée en espèces et une partie de ce montant a été répartie entre les eurodéputés et les assistants parlementaires pendant une période de trois ans (2018 et 2022), selon Panzeri. [21] Il a révélé que le Qatar était le plus gros "client" de son organisation. Le Maroc aurait transféré au moins 180 000 euros en espèces (plus cadeaux et voyages) et la Mauritanie 200 000 euros aux "associés" Panzeri-Giorgi. [22] Panzeri affirme également avoir fait des cadeaux ou de l'argent à deux employés et conseillers politiques de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D). [23]

Eva Kaili

Députée européenne grecque du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates (de 2014 à 2022). Ancienne vice-présidente du Parlement européen, Kaili est accusée de participation à une organisation criminelle, de corruption et de blanchiment d'argent dans le cadre du Qatargate. [24] Elle nie toute implication dans le scandale et a rejeté la faute sur son compagnon, Francesco Giorgi. En décembre 2022, lorsqu'elle avait été informée de l'arrestation de ce dernier, elle a appelé son père, qui se trouvait à Bruxelles, et lui a demandé de se rendre chez elle pour récupérer une valise qui, selon elle, appartenait à Antonio Panzeri. [25] Interrogée par les autorités belges pour savoir si elle savait qu'il y avait de l'argent dans la valise, Mme Kaili a répondu qu'elle s'en était effectivement rendu compte en l'ouvrant. « *Je savais que Giorgi gardait dans notre appartement quelque chose qui appartenait à M. Panzeri* », a-t-elle déclaré. [26] Après une période de quatre mois de détention, Kaili était libérée avec un bracelet électronique.

Francesco Giorgi

18
19
20
21
22
23
24
25
26

Concubin de l'eurodéputée grecque Eva Kaili et ancien assistant parlementaire de Pier Antonio Panzeri. Son profil LinkedIn le répertorie comme co-fondateur de l'ONG *Fight Impunity*. 27 Giorgi, après avoir été l'assistant de Panzeri, est aussi devenu celui de Andrea Cozzolino. Il a avoué être le porteur des valises pleines d'argent en liquide de la part du Qatar. 28 Aujourd'hui, après une courte période de détention, Giorgi était libéré avec un bracelet électronique.

Marc Tarabella

Il est député européen belge du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates et Vice-président de la délégation pour les relations avec la péninsule arabique. Après une courte période de détention, Tarabella était libéré avec un bracelet électronique. [29]

Andrea Cozzolino

Il est député européen socialiste italien du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates. Cozzolino a eu deux rôles clés: a) la présidence de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et b) la coprésidence de la commission parlementaire mixte Maroc-UE. [30] Il participait aussi à la commission parlementaire spéciale sur le logiciel Pegasus compte tenu de l'implication du Maroc dans ce dossier. Cozzolino qui est en détention provisoire a rencontré au moins une fois le chef des services secrets marocains Yassine Mansouri, en 2019. [31]

Maria Arena

Députée européenne belge du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates et ami très proche de Pier Antonio Panzeri. Selon le contenu du mandat d'arrêt contre Andrea Cozzolino, Maria Arena aurait «*agi sur les instructions de Panzeri*» lors d'une réunion sur une éventuelle résolution du Parlement européen sur le Qatar, fin 2021. [32] Arena a démissionné de la présidence de la sous commission DROI (Droits de l'Homme) du Parlement européen.

Alessandra Moretti

Députée européenne italienne du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates. Selon le contenu du mandat d'arrêt contre Andrea Cozzolino, Alessandra Moretti aurait «*agi sur les instructions de Panzeri*» lors d'une réunion sur une éventuelle résolution du Parlement européen sur le Qatar, fin 2021. [33]

Niccolo Figa-Talamanca

Secrétaire général de l' ONG *No peace without justice* qui était domiciliée dans le même bâtiment que l'ONG *Fight Impunity*. Figa-Talamanca a été interpellé par la police belge, puis remis en liberté après deux mois d'incarcération le 20 décembre 2022 avec un bracelet électronique. [34]

27
28
29
30
31
32
33
34

Nicola Giovannini

Il est le président de l'ONG *Droit au Droit* qui a présenté l'enquête sur l'ingérence des Émirats Arabes Unis au sein de l'Union Européenne (10 Mai 2022). Il fait parti du réseau Cozzolino -Talamanca. Giovannini était responsable Presse de l'ONG *No peace without justice* et animait aussi l'émission web-radio de cette ONG. 35

Giuseppe Meroni

Ancien assistant parlementaire italien de Panzeri, toujours présent au Parlement européen et relais des instructions de Panzeri aux Maria Arena et Alessandra Moretti. [36]

Gilles Pargneaux

Eurodéputé français de 2009 à 2019 - ancien maire d'Hellemmes, ancien Premier secrétaire de la fédération PS du Nord - présidait le groupe amitié UE-Maroc à Bruxelles. 37

Dominique Riquet

Il est ancien maire de Valenciennes, député européen français (avec le group Renew) et membre du groupe d'amitié EU – Maroc. Il a déclaré que «*le groupe d'amitié UE-Maroc fonctionne bien et nous défendons régulièrement les positions du Maroc. Dans le contexte actuel, rien, je suppose, ne paraît altérer les rapports avec le Maroc, sachant que tous les accords qui leur sont relatifs, et notamment ceux de la pêche, sont votés favorablement sans difficultés.*» [38]

35
36
37
38

Maroc

Les relations avec l'UE

En dehors du scandale de corruption au Parlement européen qui a éclaté fin 2022, la dernière fois que le Maroc était condamné par une résolution du Parlement européen date de 1996. [39] Le pays du Maghreb a bâti pendant des décennies un réseau solide à Bruxelles et à Strasbourg pour protéger ses intérêts et ceux de la monarchie.

Les deux tiers du commerce extérieur du Maroc et plus de la moitié de tous les investissements étrangers au pays proviennent de l'UE. Le pays est le plus grand bénéficiaire des fonds de coopération de l'UE dans la région du Maghreb (1,6 milliard d'euros de 2021 à 2027). [40] Le Maroc cherche également d'obtenir le soutien politique de l'UE dans le conflit en cours sur le Sahara occidental. De son côté, l'UE compte sur le gouvernement marocain pour empêcher les migrants africains d'atteindre l'Europe. Le roi Mohammed VI, a esquivé le printemps arabe en introduisant de modestes réformes constitutionnelles et l'UE a jeté son poids derrière le monarque qui s'est engagé à lutter contre le terrorisme. [41]

La question du Sahara Occidental

Depuis 1975, le Maroc occupe illégalement le territoire du Sahara Occidental, ancienne colonie espagnole. En vertu de la Charte des Nations Unies, les Sahraouis auraient dû être autorisés à organiser un référendum d'autodétermination, comme cela s'est passé dans de nombreuses anciennes colonies en Afrique et ailleurs. [42] Grâce à ses efforts de lobbying, le Maroc a toujours été en mesure d'empêcher l'ONU de faire respecter son obligation d'autoriser un référendum d'autodétermination. Les principaux amis ou partisans du Maroc dans ce refus d'honorer la légalité internationale sont les membres influents du Conseil de sécurité, comme les États-Unis et la France. L'Espagne, ancien maître colonial du Sahara Occidental, est également très favorable à la réticence ou au refus du Maroc d'accorder à ces peuples ce qui leur est dû. [43]

Francesco Bastagli, ancien membre de la mission des Nations Unies et représentant spécial de Kofi Annan pour le Sahara occidental était invité à une émission radio du site d'info *Democracy Now* (19/12/2022). Il a déclaré que «*il y a une sorte de groupe d 'amis autour du Parlement européen qui sert depuis longtemps les intérêts illicites de leurs sponsors de manière à soutenir leurs agendas au sein du Parlement. Ce groupe d'amis est très articulé, ils ne se contentent pas de canaliser de l'argent ou des ressources, ils facilitent également l'identification de parlementaires qui pourraient être - en raison de la nature de leurs fonctions et responsabilités au sein du Parlement - d'une plus grande utilité pour leurs clients. Ils créèrent aussi des occasions où ces parlementaires peuvent être approchés par le biais de rencontres sociales, de missions de visite, etc.»* [44]

Selon l' ancien représentant spécial de Kofi Annan pour le Sahara occidental « *Le Maroc a une longue tradition de présence très agressive à la fois en termes de relations bilatérales avec des pays clés ou dans des forums internationaux, tels que l'ONU et*

39
40
41
42
43
44

l'Union européenne. Le royaume a tenté d'inclure le territoire du Sahara occidental dans ces accords agricoles et de pêche avec l'Union européenne. Ceci est très important, car le Sahara Occidental est très riche, les champs de pêche sont parmi les plus riches du monde. En plus il est un important producteur de phosphates qui sont extrêmement importants pour la production d'engrais, etc. Ainsi, chaque fois que le Maroc signait un accord commercial avec l'Union européenne, il était très important que cet accord inclue le territoire du Sahara occidental.» [45]

Saskia Bricmont, députée européenne du groupe des Verts et membre de la délégation européenne pour les relations avec les pays du Maghreb se rappelle que «*les discussions étaient assez dures, assez âpres, notamment parce que cet accord inclut le territoire du Sahara occidental, or l'Union européenne s'aligne en principe sur les points de vue internationaux notamment les Nations unies. On sait que dans le cadre de ces négociations, il y a eu un lobbying assez intense pour influencer les membres du Parlement européen. Avec du recul, l'apparition de ce scandale (Marocgate), il est vrai que le Parlement européen n'a pas adopté des résolutions qui soient critiques vis-à-vis du Maroc depuis de nombreuses années*». [46]

Selon Bastagli «*c'est là que l'effort de lobbying des amis du Maroc est devenu extrêmement important, à tel point que deux fois les accords entre l'Union européenne et le Maroc ont inclus le territoire et les ressources du Sahara Occidental, et deux fois la Cour européenne a annulé, a déclaré ces accords invalides. Et encore une fois, le Parlement relançait un effort pour signer un accord de pêche avec le Maroc incluant le Sahara Occidental. Ainsi, cette attitude du Parlement européen est pour le moins révélatrice d'une certaine force extrême du Maroc dans cette enceinte».* [47]

Ana Gomes, diplomate portugaise à la retraite était membre du Parlement européen de 2004 à 2019, où elle a fait partie de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates. Elle était invité à une émission radio du site d'info *Democracy Now* (19/12/2022) ou elle a déclaré que « *Je n'ai pas été surpris. Dès que j'ai entendu que M. Panzeri était impliqué dans cette affaire concernant le Qatar, j'ai tout de suite eu des soupçons, et je l'ai dit publiquement, que cela serait lié au Maroc, car pendant toutes ces années, trois mandats au cours desquels j'ai servi au sein du Parlement européen, nous avons eu un certain nombre de différends exactement à cause du Sahara Occidental. Pendant tout ce temps, il a essayé de protéger les intérêts du Maroc, empêchant que nous nous concentrions sur les droits de l'Homme au Maroc même et, bien sûr, sur les droits de l'Homme du peuple du Sahara occidental, qui ont leur droit fondamental à l'autodétermination, bafoué par le Maroc, depuis longtemps.»* [48]

Sur son compte Twitter, Ana Gomes met en cause aussi Gilles Pargneaux, ancien député européen socialiste (2009-2019). Elle révèle que "en tant que député européen il se présentait comme conseiller de sa Majesté le Roi du Maroc. A-t-il déjà fait l'objet d'une enquête ? Il devrait." 49 Le journaliste marocain d'investigation Ali Lmrabet sur son compte twitter a commenté que «*Pargneaux est un agent du régime marocain. En novembre 2015, quand je suis allé parler droits de l'Homme au Parlement européen, avec Amnesty International et Human Rights Watch, Pier Antonio Panzeri nous a humiliés et Gilles Pargneaux m'a violemment pris à partie. C'est dans les comptes-rendus de séance.*

45
46
47
48
49

Je pensais qu'il l'avait fait "gratuitement". Mais vu ce que l'on sait maintenant, son intervention n'avait rien de spontanée. D'ailleurs, il était en compagnie, dans un bureau du Parlement européen, de Pier Antonio Panzeri et de Abderrahim Atmoun, le "Géant".» [50]

Espionnage et tourisme sexuel

En 2021, une grande enquête journalistique avait révélé qu'au moins 50 000 personnes étaient surveillées par une douzaine d'États grâce à un logiciel d'espionnage fabriqué par la société israélienne NSO. Pegasus permet de prendre le contrôle d'un téléphone, donne accès à l'intégralité du contenu de l'appareil ainsi qu'à son microphone et sa caméra. Selon les révélations, Maroc faisait partie des pays utilisateurs du logiciel. Rabat aurait mis sur écoutes via le logiciel, des personnalités politiques, des journalistes et des ONG françaises. [51] Un consortium de journalistes et Amnesty international ont démontré qu'il y a « *des éléments techniques qui prouvent les écoutes* ». [52]

Le Maroc réfute toujours ces accusations et a décidé de se constituer partie civile dans l'affaire Pegasus, selon l'avocat Olivier Baratelli, qui défend le Maroc. « *Ce que l'on dit, c'est que c'est une mauvaise interprétation qui a été faite jusqu'à maintenant, ce n'était pas l'État marocain en tant que tel qui vient demander réparation de ce qu'on a pu dire sur sa politique nationale et internationale, c'est l'État marocain qui vient défendre ses services qui ont été diffamés et en particulier les accusations contre les services de renseignement marocain qui auraient utilisé Pegasus. Donc l'État marocain a un devoir de protection de ses agents qui sont anormalement mis en cause et c'est la raison pour laquelle on a engagé ces actions en leur nom… Jamais le Maroc n'a acheté, acquis ou utilisé ce logiciel Pegasus fabriqué par la société NSO* » martèle l'avocat. [53]

Selon un communiqué reçu par l'Agence France-Presse (AFP), six *«victimes marocaines d'intrusions illégales dans leurs téléphones»* ont décidé de rejoindre l'action déjà engagée par Meta en Californie dans le cadre d'un recours collectif. Ce collectif précise avoir *«reçu une lettre formelle de la société WhatsApp, détenue par le groupe Meta, les avertissant que leurs téléphones personnels avaient fait l'objet d'une intrusion criminelle par le logiciel espion Pegasus, via l'application WhatsApp»*. [54]

Le tourisme sexuel

Dans une interview exclusive avec le site français *Off Investigation*, le journaliste marocain Ali Lmrabet fait des révélations explosives pour le régime marocain. Lmrabet révèle que " *À l'époque du roi Hassan II, le père de l'actuel roi, il y avait plein de mallettes d'argent qui partaient du Maroc et qui arrivaient chez des responsables français. Et puis il y a une autre manière de corrompre ces gens là, de corrompre des personnalités de*

50
51
52
53
54

droite comme de gauche. Ce sont des invitations un peu «spéciales» au Maroc, surtout à Marrakech. Nous, on l'appelle la «Sodome du monde arabo-musulman», la Sodome moderne. On permet à des personnalités françaises, dans le monde politique, mais aussi dans le monde des affaires ou des personnalités médiatiques, de venir au Maroc faire ce qu'ils ne peuvent pas faire en France. C'est a dire du tourisme sexuel avec des mineurs. Ce qui est grave, c'est que le Maroc est un pays musulman où ce genre de pratiques est prohibé non seulement par la morale islamique, mais par la loi. Ils peuvent faire au Maroc ce qu'ils faisaient en cachette en France dans les années 1960, 70, 80, mais qu'ils ne peuvent plus faire maintenant. Il y a plein de cas documentés d'affaires sexuelles où des politiciens français ont été chopés la main dans le sac.

Le Maroc, il laisse faire, et il se sert parfois de ces affaires (pour faire pression sur des personnalités françaises, ndlr). Il y a eu même des noms qui sont sortis, qui avaient été publiés quand j'étais en prison. J'étais en taule pour des affaires de presse, pour avoir prétendument « porté atteinte à l'image du roi du Maroc ». Dans l'aile ou j'étais emprisonné, se trouvaient des hauts magistrats ainsi que deux préfets de police parfaitement au courant de ce qui se passait à Marakech. Ils m'ont raconté des histoires (à priori) incroyables. Comme un fameux ministre socialiste qui a été attrapé avec des mineurs. La seule chose qu'a faite ce ministre, c'est de dire : « écoutez, vous ne savez pas à qui vous avez affaire ». Les policiers ne savaient pas à qui ils avaient à faire. Le ministre a été arrêté, puis relâché après des ordres venus d'en haut. Mais le PV de police est resté là. » [55]

55

Maroc - Gate

En 2009, alors qu' Pier Antonio Panzeri venait d'être réélu au Parlement européen, il devient président de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et co-président de la commission parlementaire mixte UE-Maroc. À ce moment-là, il fait connaissance d'Abderrahim Atmoun, député marocain depuis 2003 qui parlait couramment l'italien. En 2011, Atmoun est devenu également coprésident de la commission parlementaire mixte UE-Maroc. "*De cette relation de travail est née une amitié*", a déclaré Panzeri lors d'un interrogatoire face aux policiers à Bruxelles. [56] En printemps 2014, Atmoun a financé l'événement pré-électoral de Panzeri au club *Blue Note* de Milan avec environ 50 000 euros. [57] Quelques mois après, en juillet 2014, les deux hommes, Atmoun et Panzeri, sont décorés par le roi Mohammed VI du Maroc. [58]

OLAF accuse Panzeri

Le 17 Février 2012, dans un rapport envoyé au Parlement européen, Olaf (l'Agence européenne contre la fraude) a accusé Panzeri d'utiliser les fonds de l'indemnité d'assistance parlementaire de manière illégale. [59] Au terme d'une longue enquête et après avoir interrogé Panzeri - les 26 janvier et 29 juin 2011 - Olaf a demandé au Parlement européen de récupérer 125 774,34 euros auprès de lui. [60] Le 18 mai 2017, la sixième section de la Cour d'appel de la Cour de justice des Communautés européennes, rejetant l'appel de Panzeri, l'a définitivement condamné à rembourser cette somme tout en faisant une remise. Panzeri lui-même avait déjà reconnu avoir perçu indûment 27 910 euros de remboursements d'hôtels et de voyages, qu'il a finalement rendus quelques années plus tard.

La sous-commission des droits de l'Homme (DROI)

Entre janvier et février 2017, Panzeri laisse la présidence de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb pour récupérer celle de la sous-commission des droits de l'Homme (DROI). Entre 2017 et la fin de son mandat en juillet 2019, Panzeri a été invité à Casablanca et Marrakech à plusieurs reprises, a-t-il expliqué aux autorités belges. Accompagné de quelques amis, dont Francesco Giorgi et Eva Kaili il passait une semaine à *La Mamounia*, l'hôtel le plus prestigieux du Maroc. [61] En échange du séjour luxueux, Panzeri a invité Abderrahim Atmoun en Italie à quatre reprises. En octobre 2018, il aurait accompagné Atmoun pendant une semaine – tous frais payés – lors d'un voyage à Cuba. [62]

La réunion à Rome

En mai 2019, Panzeri ne s'est plus présenté aux élections mais il a fondé une organisation à but non lucratif, *Fight Impunity*, à Bruxelles. Le Maroc voulait approcher les élus du Parlement européen et Panzeri a suggéré quatre noms à son ami Atmoun: Brando

56
57
58
59
60
61
62

Benifei, Alessandra Moretti, Andrea Cozzolino et un quatrième député (on suppose Marc Tarabela ou Maria Arena). [63] Selon Panzeri, lors d'une réunion avec Atmoun à Rome, ces quatre parlementaires étaient représentés par des collaborateurs.

Le service gratuit…c'est fini!

Quelques mois après son départ du parlement européen, en Automne 2019, Panzeri et son assistant, Francesco Giorgi, ont décidé d'arrêter de travailler « gratuitement». Ils ont organisé une rencontre avec Atmoun au restaurant bruxellois *Un Poste ale Sole*, près de la maison de Panzeri. [64] "*Nous avons longuement discuté, et il a été décidé que nous toucherions chacun 50 000 euros par an*." Panzeri a déclaré aux enquêteurs avoir reçu 20 000 euros pour le 4me trimestre 2019, tandis que Giorgi devait se contenter de la moitié plus un voyage gratuit au Maroc. [65] En juin 2021, les deux Italiens se sont rendus en voiture à Paris, où Atmoun - devenu entre-temps Ambassadeur du Maroc en Pologne – a des relations familiales. Panzeri et Giorgi sont revenus avec 50 000 euros en coupures de 50 et 100. [66]

En 2021, les services secrets d'un pays allié de la Belgique (on pense au CNI espagnol ou la DGSI française) ont averti les Belges qu'une organisation criminelle à Bruxelles tentait de faire valoir les intérêts marocains avec l'aide de parlementaires européens. En avril 2022, le Service de sécurité de l'État belge (VSSE) était devenu convaincu que l'affaire représentait une "*menace grave pour la sécurité intérieure du pays et la continuité de l'ordre démocratique et constitutionnel*". 67 En Juillet 2022, le parquet belge a demandé à la police judiciaire de se charger du dossier.

Atmoun, Belharache, Panzeri et Mansouri, le patron de la DGED marocaine ont eu des réunions à l'hôtel Sofitel à Rabat, en septembre 2022. 68 Un mois plus tard, en octobre 2022, Panzeri et Giorgi sont revenus à Paris avec le Thalys. Ils ont chacun reçu 25 000 euros, a déclaré Panzeri lors de son interrogatoire,. Mais sur le chemin du retour, il dit avoir été victime de vol. "*J'avais divisé la somme: 10 000 euros dans ma valise et 15 000 euros dans mon sac à dos. Quand je suis arrivé à Bruxelles, mon sac était toujours là, mais l'argent qui y était caché n'y était plus. 15 000 euros m'ont été volés*. » [69]

De sa part, Alessandra Moretti a déclaré que «*J'ai personnellement rencontré Atmoun en 2019 car Panzeri me l'a présenté comme un diplomate marocain. Nous n'avons jamais discuté de questions spécifiques et je n'ai pas été intéressé ou engagé dans des questions liées au Maroc ces dernières années »*. 70

63
64
65
66
67
68
69
70

Le service secret marocain

En 2014, un "hacker" du nom de Chris Coleman a publié des milliers de documents sur Twitter et divers réseaux sociaux. [71] Beaucoup de documents, classés comme "confidentiels" ou "secrets", exposaient de manière très détaillée le fonctionnement de la DGED (Direction générale des études et de la documentation), l'agence marocaine de renseignement extérieur. Les noms de Antonio Panzeri, l'ancien eurodéputé italien, et de son assistant Francesco Giorgi, sont apparus dans ces documents sans que personne ne s'en aperçoive à cette époque la.

La DGED est la seule agence de renseignement marocaine qui dépend directement du palais royal à Rabat. En effet, le chef de la DGED Yassine Mansouri a rencontré l'eurodéputé Andrea Cozzolino en 2019 selon les preuves recueillies par les enquêteurs belges. Panzeri lui-même a reconnu après son arrestation que l'accord avec Rabat était en place depuis au moins trois ans : "*Nous aurions travaillé pour éviter des résolutions contre le pays et en échange nous aurions reçu 50 mille euros, cet accord a été conclu au Maroc et dans un certain sens il s'est poursuivi par l'intermédiaire de l'actuel ambassadeur qui est à Varsovie, Abderrahim Atmoun* ". 72

Yassine Mansouri & Abderrahim Atmoun

Mansouri fréquentait le Collège Royal avec l'actuel roi marocain Mohammed VI et lorsque ce dernier est monté sur le trône, il a nommé Mansouri à la tête du service de renseignement exterieur du pays. [73] Auparavant, Mansouri a été directeur des affaires intérieures au ministère marocain de l'ordre public, puis il a dirigé l'agence de presse officielle Maghreb Arabe Presse.

Concernant Atmoun, ambassadeur du Maroc en Pologne et citoyen franco-marocain les enquêteurs belges pensent qu'il dirigeait les activités du groupe Panzeri sur le terrain. Atmoun, a posté entre 2011 et 2013 sur son profil Facebook de nombreuses photos de lui avec Pier Antonio Panzeri, attestant à postériori d'une relation suivie. Lorsqu'il se rendait à Paris via Bruxelles, Atmoun apportait fréquemment de l'argent, a déclaré Giorgi lors de son interrogatoire le 10 décembre 2022, selon le procès-verbal de l'interrogatoire: "*Des petites sommes, mais quand même quelques dizaines de milliers d'euros. Quand vous ramassiez de l'argent, vous parliez de ramasser des costumes ou des cravates*". [74] En 2019 l'agent de la DGED Mohamed Belahrech a succédé au Atmoun pour la gestion du réseau Panzeri. Ce dernier aurait rencontré plusieurs fois Panzeri et Cozzolino à Bruxelles et Varsovie.

Mohamed Belahrach (alias M118)

Selon le journal *La Republica*, Belahrach, connu sous le code "M118", aurait joué le pont entre Panzeri et Atmoun. [75] L'agent de renseignement marocain a supervisé, à partir de 2019, le réseau de corruption au Parlement européen en faveur du Maroc. Belahrach est une vieille connaissance du Centre national de renseignement espagnol (CNI) et de la

71
72
73
74
75

Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), le contre-espionnage français, selon des sources proches de l'enquête belge. [76]

Les activités de Belahrach en France sont beaucoup plus graves. Par l'intermédiaire d'un Franco-Marocain qui dirigeait une société de sécurité à l'aéroport d'Orly à Paris, Belahrach a réussi à recruter un policier français de la police des frontières (PAF). [77] Ce dernier a remis à Belahrach jusqu'à 200 dossiers sur des individus suspectés de radicalisation islamiste avec leurs coordonnées personnelles. En échange, le policier et sa femme ont profité de vacances tous frais payés au Maroc et en Angola mais aussi d'un virement sur leur compte courant de 17.000 euros qu'ils n'ont pas pu justifier. Le couple français arrêté en 2016, a été jugé pour corruption et violation du secret professionnel. La police française n'a pas réussi à attraper Belahrach qui, lorsqu'il s'est rendait en France, déclarait une adresse en Alsace où il ne s'était jamais rendu. En 2016, la justice française a émis un mandat d'arrêt à son rencontre pour «corruption active». [78]

A partir de 2019, Belahrach organise les visites de Antonio Panzeri et Andrea Cozzolino à Rabat. Cozzolino remplace Panzeri, qui n'est pas réélu eurodéputé, à la tête de la sous-commission de droits de l'homme. Dans la capitale marocaine, les deux italiens ont rencontré des responsables de la DGED, dont Mansouri, son chef, selon les détails de l'enquête de la police belge divulgués par la presse. [79]

76
77
78
79

Le Groupe d'Amitié

Gilles Pargneaux

Entre 2009 et 2019, Gilles Pargneaux était député européen socialiste mais aussi à la tête du groupe d'amitié UE-Maroc. Pargneaux se rendait régulièrement au Maroc, parfois avec d'autres députés européens. Le site d'information marocain *Le Desk* ecrivait en 2017 que " *il n'y a pas un sujet pour lequel l'eurodéputé ne mouille la chemise pour défendre haut et fort les thèses de Rabat"*. L'ancien maire d'Hellemmes est marié à une Marocaine et a adopté des enfants marocains. [80]

En 2013, dans une interview donnée à un site d'information marocain, Pargneaux declarait que « *actuellement le Maroc a une influence au sein du Parlement européen. Nous travaillons là-dessus. Comme je l'ai d'ailleurs écrit dans ma tribune, le royaume est la seule vitrine de stabilité dans le monde arabe. Donc, il faut l'aider et l'accompagner dans son développement économique. Avant mon arrivée au parlement en 2009, il y avait une petite minorité d'eurodéputés qui soutenait le Maroc, maintenant les choses ont nettement évolué et il y a plusieurs députés qui sont, sur ce sujet, sur la même longueur d'onde que moi. »* [81]

Comme a fait Antonio Panzeri avec l'ONG *Fight Impunity*, Gilles Pargneaux a fondé aussi une ONG après son départ du Parlement européen en 2019. L'ONG EuroMedA qu'il préside aujourd'hui a "*pour vocation de renforcer et promouvoir un espace Europe-Méditerranée-Afrique cohérent*". 82 Selon l'ONG Western Sahara Resource Watch (WSRW), active aussi à Bruxelles, l'EuroMeda fait de "lobbying" pour le Maroc comme l'indique le site d'information *Jeune Afrique*. [83] Salaheddine Mezouar, président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM, le syndicat patronal marocain) et ancien ministre des Affaires étrangères, est devenu fin novembre 2022 vice-président de la Fondation EuroMedA. [84]

Dominique Riquet

Riquet , député européen français du groupe Renew, fait parti du réseau marocain au sein du Parlement européen. Selon le site français Off Investigation "*l'ancien maire de Valenciennes et actuel député européen français du groupe Renew, Dominique Riquet, a transmis « pour avis » une copie de la proposition de son groupe à des membres d'une délégation parlementaire marocaine dépêchée à Strasbourg pour tenter d'éteindre l'incendie sur le Maroc-Gate. Et il l'a fait avant même sa présentation aux autres groupes parlementaires européens". [85]*

80
81
82
83
84
85

Pays du Golfe

Les relations officielles entre l'Union européenne et les membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (c'est-à-dire l'Arabie saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar, Oman et Bahreïn) sont régies par l'accord de coopération de 1988. L'accord prévoit des conseils/réunions ministérielles conjoints annuels entre les ministres des affaires étrangères de l'UE et du CCG et des comités de coopération conjoints au niveau des hauts fonctionnaires.

L'UE dispose de deux délégations de l'UE dans la région : une en Arabie saoudite accréditée auprès de cinq pays du CCG (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Arabie saoudite) et une seconde aux Émirats arabes unis qui a ouvert ses portes en 2013 et couvre les Émirats arabes unis. Le Parlement européen dispose d'une délégation pour les relations avec la péninsule arabique (DARP) depuis 1979.

Selon les données officielles de l'UE, le CCG est le cinquième marché d'exportation de l'UE, tandis que l'UE est le plus grand partenaire commercial du CCG. La question du respect des droits de l'homme a toujours été controversée et différentes institutions de l'UE, ainsi que des États membres individuels, ont à plusieurs reprises attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme fondamentaux dans certains pays du CCG.

Qatar

Fight Impunity

Le 9 décembre 2022, en fin de matinée, *Le Soir* et *Knac,* media belges font le scoop en révélant que *«la justice belge a lancé une vague de perquisitions ce matin, à l'issue d'une enquête ouverte mi-juillet 2022 sur une organisation criminelle présumée, infiltrée au cœur du Parlement européen et soupçonnée d'ingérence dans la politique de l'Union et de corruption par le Qatar»*. [86] Ce coup de filet a abouti à la saisie – pour l'instant - de 1.5 million d'euros en liquide mais aussi à la mise en examen des députés européens (actuels et anciens), des assistants parlementaires, des syndicalistes et des dirigeants des ONG. La justice belge a identifié Ali bin Samikh Al Marri, ministre du travail du Qatar, comme le cerveau de ce système de corruption au sein du Parlement européen. [87]

Francesco Giorgi a déclaré aux enquêteurs que tout a commencé en 2018. A l'époque, Panzeri qui était président de la sous commission DROI au Parlement européen a rencontré Ali bin Samikh Al Marri, qui dirigeait le comité national des droits de l'homme du Qatar. L'homme politique italien avait signé un accord de coopération avec la commission correspondante des droits de l'homme du Qatar. Il prévoyait une coopération plus étroite entre les deux parties, l'organisation de conférences annuelles et l'échange d'expériences et de savoir-faire. Son proche collaborateur et concubin d'Eva Kaili, Francesco Giorgi, aurait également été présent lors de la signature de l'accord à Doha. [88]

En automne 2019, quelques mois après la fin de son mandat au Parlement européen, Panzeri et le Qatar sont parvenus à un accord. Al Marri est ensuite devenu ministre du Travail en octobre 2021, le rendant directement responsable des conditions de travail sur les chantiers liés à la Coupe du monde. Le Qatar a pu donc bénéficier des structures de la corruption que le Maroc avait deja mis en place à Bruxelles.

Giorgi, qui travaillait désormais comme assistant parlementaire de l'eurodéputé Andrea Cozzolino, a déclaré que «*il avait personnellement lancé un "projet de lobbying" pour le Qatar». [89]* Un fichier Excel enregistré dans le cloud Google de Giorgi décrit une approche en trois volets: "*a) arrêter les attaques d'autres pays, b) mettre l'accent sur les aspects positifs, c) attaquer d'autres pays".* Giorgi a déclaré qu'un accord avait également été conclu concernant le paiement. «*Début 2019, la coopération a commencé. Nous définissons les montants, dont j'ai du mal à me souvenir, pour nos interventions respectives. C'était en liquide. L'accord consistait à travailler pour éviter des résolutions contre le pays et, en échange, recevoir 50 000 euros*» il a avoué. [90]

Le deal à Doha

La première conférence a été organisée en printemps 2019 et avait pour thème la lutte

86
87
88
89
90

contre l'impunité ou, en anglais, Fight Impunity, tout comme le nom de l'organisation non gouvernementale que Panzeri a fondée après avoir quitté le Parlement européen. Une deuxième conférence a suivi en 2020 à Doha, avec la vice-présidente du Parlement européen Eva Kaili dans le rôle de coordinatrice.

Panzeri a revelé aux enquêteurs belges que « *Il y a eu une réunion à Doha en mars ou avril 2019. Concernant Eva, je ne me souviens plus si elle était là, mais je pense qu'elle était présente, sans pouvoir en être sûre à 100 %. Mais la décision prise par rapport à l'argent pour les candidats comprenait Eva Kaili. Je suis sûr qu'à l'issue de cette réunion, les Qataris ont décidé de financer les campagnes électorales des trois (dont Kaili, Cozzolino et un autre candidat) avec 250 000 euros.*" [91]

Selon le concubin d'Eva Kaili le ministre qatari du Travail Ali bin Samikh Al Marri jouait "*à peu près le même rôle*" que l'ambassadeur marocain Atmoun. Giorgi a dit à ses interrogateurs que le système qatari l'impliquait de contacter une personne en Turquie qui avait apparemment une origine palestinienne. Cette personne lui fournirait alors un numéro de téléphone belge à appeler pour accéder à l'argent. "*La personne de contact était différente à chaque fois*", a déclaré Giorgi, ajoutant qu'il supprimait ensuite tous les numéros de téléphone après chaque transaction "*afin de ne laisser aucune trace*". [92] Giorgi a ajouté aux enquêteurs qu'une idée a émergé d'utiliser une organisation non gouvernementale pour traiter l'argent. Cette suggestion a apparemment abouti à la création de l' ONG Fight Impunity.

Panzeri a révélé aux enquêteurs belges que « *Francesco Giorgi et moi avons convenu de faire du lobbying. Au début, la répartition de l'argent était de 60/40 en faveur de moi, puis de 50/50. Je voulais faire du lobbying après avoir terminé mon activité parlementaire. Je n'ai jamais aimé le cash, je ne parle que pour moi, pas pour Francesco Giorgi. Pour continuer le lobbying après mon mandat, il nous fallait des députés qui seraient certainement élus. J'avais donné deux noms aux Qataris : Andrea Cozzolino et Lara Comi.*

Et Francesco Giorgi a parlé de sa compagne Eva Kaili. Ils avaient besoin d'argent pour leur campagne électorale. Je suis sûr qu'à l'issue de ce meeting, les Qataris ont décidé d'allouer 250.000 euros pour chacune de leurs campagnes électorales (de Kaili, Cozzolino et Comi, ndlr). L'argent est arrivé à la maison de Francesco Giorgi, dans la Tulpstraat (à Ixelles), 1 250 000 euros en espèces. Je dois avouer que dans le cadre de l'accord, il y avait aussi 250 000 euros pour moi et Francesco Giorgi. Francesco Giorgi a distribué cet argent à tout le monde, moi y compris. Il l'a donné à Eva (Kaili), Andrea (Cozzolino)... J'ai reçu 115 000 euros en espèces à Milan au printemps 2021, toujours de Doha. L'argent était "dans un sac en plastique". [93]

Le "coloque"

Le 10 mai 2022, la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen (DROI) a tenu un colloque sur l'ingérence étrangère des Emirats Arabes Unis dans les processus démocratiques de l'UE. Au cours de la session, M. Nicola Giovannini, directeur exécutif de l'ONG Droit au Droit (DAD) International, a présenté un rapport d'enquête très détaillée. Maria Arena, présidente de la sous-commission DROI et Alessandra Moretti

91
92
93

étaient aussi présentes pendant la conférence. [94]

Dans l'introduction du rapport qui est toujours en ligne sur le site de cette ONG on voit le nom de Esther Bijl en tant que la personne qui a réalisé l'enquête. On a découvert le contenu des e mails que Bijl a envoyé au Service Européen de l'Action Extérieure le 21 Juin 2021 pour demander des renseignements sur les meetings entre des officiers du EEAS et des représentants des Émirats (voir à la fin). Mais l'activité de l'ONG Droit au Droit attire beaucoup des questions. Selon son site web, elle a été crée en 2004 mais n'a jamais travaillé sur des questions géopolitiques et de l'ingérence étrangère ou sur les pays du Golfe en général.

Hors M. Nicola Giovannini il y a personne qui fait parti du conseil d'administration de cette ONG selon son site web. [95] En plus, l'ONG Droit au Droit est partenaire de l'Association *No peace without justice* dont le secrétaire général Niccolo Figa-Talamanca a été interpellé par la police belge. [96]

On découvre que Giovannini était collaborateur de 1999 à 2004 du député européen Mario Turco, membre de la liste Emma Bonino qui a créé l'ONG *No peace without justice. 97* Giovannini fait parti du réseau Talamanca – Cozzolino depuis des années. En fait, il est responsable media de l' ONG *No peace without justice*. Le mercredi 15 juillet 2020, les trois italiens (Giovannini, Talamanca, Cozzolino) participaient à une émission radio. Giovannini se présentait alors comme responsable du bureau de presse de cette PNG dirigée par Talamanca.

Eva Kaili

En début d'année 2022, Eva Kaili prend l'une des vice-présidences du Parlement européen. Kaili s'était rendue en automne 2022 au Qatar où elle avait salué, en présence du ministre qatari du Travail, les réformes de l'émirat dans ce secteur. [98] Le 21 novembre 2022, pendant une intervention à la tribune du bâtiment Louise-Weiss à Strasbourg, Kaili a qualifié le Qatar de *«leader en matière des droits du travail»*. Elle estimait ironiquement que *«certains accusent tous ceux qui leur parlent ou s'engagent auprès du Qatar de corruption»*. [99]

Le 9 Décembre 2022, Kaili avait été arrêté et écroué pour corruption et blanchiment d'argent après la découverte des valises pleines d'argent liquide dans son appartement. En plus, elle a admis avoir confié à son père la mission de dissimuler une partie de l'argent cash se trouvant chez elle, selon des révélations du journal *Le Soir*. Celui-ci a été interpellé le jour de l'opération anti-corruption, avec une valise remplie d'argent liquide, alors qu'il se réfugiait au Sofitel d'Etterbeek. [100]

Kaili a reconnu avoir donné pour instruction à son père de dissimuler l'argent selon le juge d'instruction. Elle aurait également "*tenté de prévenir Antonio Panzeri mais aussi deux eurodéputés cités dans la présente enquête*", écrit Le Soir. [101] Lors de l'une de

94
95
96
97
98
99
100
101

récentes comparutions de Kaili devant le conseil judiciaire sur la prolongation ou non de sa détention provisoire, les juges belges ont remis à ses avocats un document de 16 pages de la Direction de la grande criminalité organisée de la police judiciaire. Le document répertorie en italique ses conversations téléphoniques avec sa sœur et son père entre le 24 décembre 2022 et le 8 janvier 2023. Le contenu des conversations révèle l'inquiétude de Kaili quant à l'issue de l'affaire dans laquelle elle est accusée, tandis que des collusions sont révélées sur la location de biens immobiliers, afin qu'elles puissent couvrir leurs besoins financiers. [102]

Andrea Cozzolino

Le matin du 24 novembre 2022, une résolution a été voté au Parlement européen sur la corruption et les circonstances dans lesquelles il a été décidé d'y organiser la Coupe du monde au Qatar. Cozzolino a tenté de devancer le vote de ses collègues en leur demandant de voter contre le paragraphe A. "*Je veux vous demander de voter contre ce paragraphe particulier. Il comprend l'allégation selon laquelle la Coupe du monde a été donnée au Qatar par la FIFA par le biais de pots-de-vin et de corruption. Le Parlement européen ne devrait pas accuser un pays sans preuve des autorités judiciaires compétentes* », a écrit le député européen italien. [103] En terminant, il a même laissé des pourboires pour l'attribution de la Coupe du monde 2006 à l'Allemagne. "*Si vous voulez parler de corruption dans les événements sportifs, il peut être nécessaire de se référer à la décision prise par l'Allemagne d'accueillir la Coupe du monde 2006*." [104]

La Suite d'hôtel

Le 3 octobre 2022, les enquêteurs belges ont écouté une conversation téléphonique entre Panzeri et Giorgi au cours de laquelle ils prévoyaient une rencontre avec "*nos gars*" - une référence aux représentants du Qatar - dans l'hôtel de luxe bruxellois Steigenberger Wiltcher's. [105] Le 9 octobre à 14h48, trois berlines noires se sont rendues à l'hôtel cinq étoiles: une Mercedes S 380 de la représentation diplomatique qatarie et deux Mercedes S 350 de location. Les images des caméras de surveillance montrent que Al Marri a été l'un des trois premiers hommes à sortir des voitures. Cinq autres ont suivi avec des bagages, disparaissant dans la Suite 412. [106]

A 17h50, le 10 octobre 2022, Panzeri et Giorgi sont arrivés à l'hôtel. Giorgi est venu avec une poussette transportant sa fille de 2 ans dont la mère est Eva Kaili. Huit minutes plus tard, un homme que Giorgi semblait connaître les rejoignit, suivi d'un autre homme alors qu'ils attendaient l'ascenseur. Ensemble, ils montèrent tous jusqu'à la Suite 412. Comme les témoignages ultérieurs l'établiraient, Panzeri, Giorgi et Marri profitèrent de la réunion

102
103
104
105
106

pour se préparer à la prochaine réunion du comité. La réunion dans la Suite 412 s'est terminée à 19h21. Le sac de Panzeri semblait être plus gros qu'il ne l'était avant la réunion, comme les enquêteurs l'ont noté dans leurs dossiers. [107]

Trois jours avant la réunion du comité du 14 novembre 2022, Panzeri et Giorgi se sont à nouveau rencontrés, cette fois dans l'appartement de Panzeri, sonorisé par la police belge. Panzeri a lu le discours qu'il avait préparé pour le ministre du Travail qatari Al Marri, Giorgi le traduisant de l'italien vers l'anglais. Il s'est concentré sur les progrès réalisés par le Qatar en matière de réforme du droit du travail et sur la prétendue hypocrisie des Européens qui critiquent le Qatar. Panzeri avait également préparé des réponses aux éventuelles questions que les députés européens pourraient poser. [108]

La réunion

Cette réunion de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen avait lieu le 14 novembre 2022. La session, dirigée par la présidente de la sous-commission, Maria Arena, a été diffusée en direct sur Internet. Dans son discours d'introduction, le ministre du travail qatari Al Marri a accusé les opposants du Qatar de doubles standards. A 16h55 Panzeri a appelé Giorgi qui était assis au dernier rang. Selon les procès-verbaux de surveillance, Panzeri a demandé si la "nana" était arrivée. La référence était à l'eurodéputée italienne Alessandra Moretti dont l'arrivée était confirmée par Giorgi par téléphone. [109]

Le concubin d'Eva Kaili a demandé à Panzeri si Marc Tarabella doit aussi parler. Panzeri a répondu que Tarabella devrait dire: "*Je n'avais pas remarqué autant d'intérêt lorsque la Coupe du monde a eu lieu en Russie il y a quatre ans*". A 17h03, Maria Arena a fait appel à Tarabella pour poser la dernière question de la séance. Tarabella a pris la parole pour dire que « *avant la Coupe du monde de 2018 et les Jeux olympiques d'hiver en Russie et aux Jeux olympiques d'hiver de Pékin, il n'y a eu aucune critique du genre actuellement dirigée contre le Qatar. Certains, a-t-il poursuivi, semblent peindre une image du Qatar tel qu'il était il y a 10 ans. Mais le pays a fait passer des réformes, et cela doit être respecté ».* [110] Panzeri a fourni un témoignage extrêmement incriminant contre Tarabella selon lequel il remettait à Tarabella un sac en papier contenant 20 000 euros tous les quelques mois. Au total, Panzeri a déclaré aux enquêteurs, que Tarabella a reçu entre 120 000 et 140 000 euros de sa part pour "défendre certaines positions" en faveur du Qatar. [111]

107
108
109
110
111

Les syndicalistes

Susanna Camusso

En octobre 2013, Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), a lancé une guerre ouverte contre les autorités du Qatar qui exploitaient les travailleurs sur les chantiers dans «*des conditions iniques*». Au journal suisse *Temps*, la syndicaliste déclarait que «*Nous sommes devant une conspiration du silence. Au Qatar, les travailleurs étrangers sont réduits en esclavage par leurs employeurs*». [112]

Cinq ans plus tard, en 2018, l'équipe d'Al Marri (il n'était pas encore Ministre du Travail) a choisi la candidature de Susanna Camusso pour le secrétariat général de la Confédération syndicale internationale (CSI) selon Panzeri mais l'Italienne a perdu contre Sharan Burrow. "*En 2018, alors que je me présentais au poste de secrétaire général de la CSI, j'ai été approché par Panzeri, qui m'a présenté le représentant d'une ONG qui, selon lui, était active dans le secteur des droits de l'homme au Qatar. Étant donné que Panzeri était le président du sous-comité des droits de l'homme à l'époque, je n'avais aucune raison de douter de ses propos*", a déclaré Camusso. [113]

Selon Panzeri l'assistante de Camusso aurait déclaré qu'elle n'avait pas besoin que de "seulement" 50 000 euros. Ce montant aurait également été remis à l'assistante «*mais il restait 550 000 euros. Giorgi et moi avons collecté chacun 25 000 euros. Il me restait donc 500 000 euros que je gardais chez moi. C'est notamment cet argent qui aurait été retrouvé à son domicile lors de la perquisition du 9 décembre »* a déclaré Panzeri aux enquêteurs. [114]

Luca Visentini

Syndicaliste depuis plus de trois décennies, d'abord en Italie, puis à la tête de la Confédération européenne des syndicats (CES), Visentini fait partie du «réseau» touché par le scandale qui secoue le Parlement européen. [115] Élu secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI) en novembre 2022, a reconnu avoir reçu 50 000 € en espèces de Panzeri pour couvrir les frais de sa campagne à la direction de la CSI. Visentini a dit avoir transféré l'argent au fonds de solidarité de la CSI pour payer les vols pour une conférence. En octobre 2022 il a voyagé avec Panzeri à Doha, sur des vols payés par le gouvernement qatari. Sur place, il concède que des réformes supplémentaires doivent être réalisées par le pays hôte de la Coupe du monde. Mais note-t-il, cette aventure peut être vue comme une «success story».

112
113
114
115

Émirats Arabe Unies

En 2011, la famille royale des Émirats arabes unis considérait le « printemps arabe » comme une menace existentielle. Avec l'Arabie saoudite, les Émirats ont envoyé des forces pour aider à réprimer brutalement une révolte chiite à Bahreïn en mars 2011. Abu Dhabi a ainsi commencé à promouvoir à l'Occident la notion de «stabilité autoritaire» qui offre deux options: soit vous avez la stabilité sous la forme des dirigeants autocratiques soit vous avez les Frères musulmans et le terrorisme islamiste.

Quatre ans plus tard, en 2015, l'ambassade des Émirats arabes unis à Bruxelles a utilisé les locaux du Service Européen pour l'Action Extérieure à Bruxelles pour présenter un livre intitulé «The Mirage». Le livre était écrit par Jamal Al-Suwaidi, directeur de l'*Emirates Center for Strategic Studies and Research* à Abu Dhabi pour montrer à quel point les Frères musulmans sont dangereux par rapport à la stabilité offerte par les Émirs du Golfe. [116]

A partir de 2017, les Émirats arabes unis ont lancé leur stratégie de puissance douce (soft power). Depuis le lancement de cette stratégie, les dépenses des Émirats arabes unis pour les activités de lobbying aux États-Unis, dans l'Union européenne et dans diverses capitales européennes ont considérablement augmenté. Abu Dhabi a créé et financé des groupes de réflexion, et des Think Tanks basés à Bruxelles dont les fondateurs sont des citoyens émiratis ou ont des liens clairs avec l'establishment du pays du Golfe. Ce écosystème fonctionne sur trois axes: a) les think tanks et les universités b) les eurodéputés, c) les cabinet de conseil et de relations publiques.

116

Les Think Tanks

L'Institut Bussola

C'est un Institut de recherche créé à Bruxelles en octobre 2017, avec comme but declaré "*une meilleure compréhension entre les pays du Golfe et l'Union européenne*". [117] L'Institut est apparu dans le registre de transparence de l'UE fin 2018. Son budget pour 2020 est, selon son inscription au registre de transparence, de 938.725 € et trois membres du personnel sont répertoriés comme détenteurs d'un laissez-passer pour le Parlement européen. [118]

L'Institut opère selon son site web «*sur la base d'une mission strictement indépendante pour générer et partager des informations impartiales qui favorisent des relations plus fortes entre le Golfe et l'Europe grâce à une recherche rigoureuse et une analyse objective*» [119] mais en fait tous ses liens institutionnels sont avec les Émirats arabes unis. Comme l'a déclaré un porte-parole de l'Institut au journal britannique The Sunday Times en 2019 "*Bussola a été créé et initialement financé par un groupe de sponsors émiratis soucieux d'approfondir et d'améliorer la compréhension des problèmes politiques, économiques, stratégiques et sociaux qui relient l'UE et le Conseil de coopération du Golfe*." [120]

Dans son conseil consultatif honoraire on trouve plusieurs anciens chefs d'État européens conservateurs (José María Aznar, François Fillon, Mary McAleese) mais aussi un ancien chef de l'OTAN (Anders Fogh Rasmussen). Divers députés européens sont répertoriés comme "invités d'honneur", dont l'ancien Premier ministre polonais Jerzey Busek. [121] Les activités et autres événements de l'Institut à Bruxelles impliquent régulièrement des responsables de haut niveau (commissaires et des responsables du Service européen pour l'action extérieure), ce qui offre de parfaites opportunités de lobbying.

Andreas Krieg, professeur au King's College de Londres, a déclaré au journal britannique The Times que : «*Le danger de groupes comme Bussola est qu'il suggère un certain degré d'objectivité académique, alors qu'en réalité cela sert les intérêts de politique étrangère d'un pays du Moyen-Orient dont les droits humains, le bilan et les politiques en matière de droits sont incompatibles avec les valeurs et les intérêts de l'Europe. Je pense qu'il est donc problématique pour tout gouvernement de s'engager avec Bussola, car la présence de hauts responsables politiques au sein du conseil d'administration ou lors d'événements confère une légitimité à ce groupe de lobbying émirati.*» [122]

Center for International Relations and Human Rights (BIC)

Le Centre international de recherche et des droits de l'homme de Bruxelles (BIC) a été

117
118
119
120
121
122

enregistré dans le registre de transparence de l'UE en mars 2017 en tant que «*think tank indépendant, à but non lucratif, engagé dans le développement de solutions pour faire face à la fragilité économique et aux conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et ses impacts sur l'UE* ». [123] Depuis 2018, il a réalisé un revenu total annuel compris entre 300 000 € et 400 000 €, qui provenaient tous de dons, de frais d'adhésion/participation au conseil d'administration, de contributions aux frais de rapports et d'événements. Le Centre est étroitement lié aux think tanks émirati à Abu Dhabi.

European Foundation for Democracy (EFD)

C'est un think tank basé à Bruxelles et créé en 2005 par Roberta Bonazzi, politologue, pour travailler sur la prévention de toutes les formes de radicalisation. Il se décrit comme une organisation qui produit des analyses indépendantes pour informer les décideurs, les fonctionnaires et les politiciens sur la radicalisation (voir le mouvement des Frères Musulmans). L'EFD est lié à la *Fondation pour la défense des démocraties* (FDD), basée aux États-Unis, un groupe de réflexion néo-conservateur proche de Benjamin Netanyahu et de son parti Likoud. Le registre de transparence de l'UE ne divulgue aucun détail sur le financement de l'EFD, bien qu'il indique qu'il ne reçoit aucun financement de l'UE. L'EFD collabore étroitement avec TRENDS Research and Advisory, un cabinet de conseil d'Abu Dhabi spécialisé dans la sécurité, la défense et le terrorisme. [124]

123
124

Les Cabinets RP

Project Associates

C'est un cabinet de relations publiques basé à Londres avec une succursale à Bruxelles. Selon les registres américains il représente les Émirats Arabes Unis et sous-traite les campagnes médiatiques des Émirats à la société SCL Social (filiale de SCL Groupe qui était impliqué au scandale de Cambridge Analytica en 2018). Les Émirats arabes unis ont engagé Project Associates en 2017 pour lancer la campagne «Boycott Qatar». Project Associates ne répertorie pas les Émirats arabes unis en tant que client dans le registre de transparence de l'UE. La baronne Catherine Ashton, ancienne chef de la politique étrangère européenne et vice-présidente de la Commission européenne, est membre du conseil d'administration. [125]

Westphalia Global Advisory (WGA)

Il s'agit d'un cabinet de conseil, basé à Bruxelles, et spécialisé dans la «diplomatie privée». WGA a été créé en 2018 par Timo Behr et Tim Eestermans qui ont travaillé pendant des années au sein du ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis. Ils étaient conseillers de Mohammed Issa Hamad Abushahab qui est devenu l'ambassadeur des Émirats arabes unis auprès de l'UE. WGA représente désormais l'ambassade des Émirats arabes unis en tant que client. Depuis 2022, WGA est devenu MacroScope Strategies (M2S). [126]

125
126

Le Groupe d'amitié

Radoslaw Sikorski

Radoslaw Sikorski, ancien ministre polonais des Affaires étrangères et député européen du groupe EPP se rend aux Émirats arabes unis environ deux fois par an pour un séjour gratuit dans des hôtels de luxe. Le bilan des votes de Sikorski montre qu'il prend des positions favorables aux Émirats et à son allié le plus fidèle, l'Arabie saoudite.

Sir Bani Yas conference

La conférence Sir Bani Yas a été mise en place par les Émirats il y a un peu plus de 10 ans comme un moyen de mener la diplomatie internationale par le biais du *soft power*. La conférence elle-même est désormais suivie par un groupe fermé de quelque 150 politiciens et analystes.
Sikorski fait partie du conseil consultatif depuis 2017, grâce à quoi il a déjà reçu près d'un demi-million d'euros du ministère des Affaires étrangères des Émirats (93 000 euros par an) pour avoir conseillé la conférence Sir Bani Yas. «*Sur toutes les questions concernant ces pays, j'ai voté conformément aux recommandations de mon groupe politique. Cela montre que mon appartenance au conseil consultatif du Sir Bani Yas Forum n'affecte pas mon vote en tant que membre du Parlement européen*" a il commenté.[127]

Antonio López-Istúriz White

L'eurodéputé espagnol Antonio López-Istúriz White (du groupe EPP) est président du groupe d'amitie Union européenne-Émirats arabes unis depuis 2014. Il est un ancien conseiller personnel d'Aznar, Premier ministre espagnol de 1996 à 2004. López-Istúriz White est répertorié comme "invité d'honneur" à l'Institut Bussola, tandis qu'Aznar siège actuellement au conseil d'administration du groupe de réflexion des Émirats arabes unis.[128]

Lors d'une visite en octobre 2017 pour le groupe d'amitié UE-EAU, il a rencontré Mohammad Bin Zayad, le prince héritier d'Abou Dhabi et dirigeant de facto souvent connu sous le nom de MbZ. Antonio López-Istúriz White a coprésidé une session pour les Émirats arabes unis afin de lancer une exposition en janvier 2019 au sein du Parlement européen qui mettait l'accent sur les activités humanitaires du royaume dans le monde et ses réalisations en matière de droits des femmes.

Leopoldo Lopez Gil

En Fevrier 2022, Lopez Gil a participé à une visite à Dubai - dans le cadre d'une délégation - qui comprenait Caterina Chinnici de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates, David Lega du Parti populaire européen, Rosa Estaràs Ferragut du Parti populaire européen, et Isabel Wiseler-Lima du Parti populaire européen. Au cours de leur visite, les membres de la délégation ont rencontré Cheikh Abdullah bin Zayed Al Nahyan, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale en présence de

127
128

Reem bint Ibrahim Al Hashemy, ministre d'État à la Coopération internationale. [129] Trois mois après, le 5 Mai 2022, Leopoldo Lopez Gil a assisté à la présentation du rapport de l'ONG Droit au Droit au Parlement européen pendant laquelle il a demandé ironiquement au Nicola Giovannini qui a financé cette étude.

129

Arabie Saoudite

Quinze des 19 pirates de l'air qui ont perpétré les attentats du 11 septembre 2001 étaient des ressortissants saoudiens. Après l'invasion de l'Irak en 2003, plus de kamikazes saoudiens se sont rendus en Irak depuis l'Arabie saoudite que depuis tout autre pays. En plus, plus de combattants djihadistes saoudiens (2 500) ont rejoint l'État Islamique en Syrie que de tout autre pays à l'exception de la Tunisie. L'État islamique a adopté les manuels saoudiens officiels dans ses écoles jusqu'à ce que ses propres livres soient publiés en 2015.

Lors d'une conférence pour les investisseurs internationaux en 2017, MbS s'est engagé à "*détruire les pensées extrémistes*", affirmant que le royaume adopte "*un islam modéré ouvert au monde et à toutes les religions*". [130]

La relation entre l'Arabie saoudite et l'UE est faible car il n'y a pas de relation bilatérale formelle. L'Arabie saoudite n'a ouvert sa mission auprès de l'UE à Bruxelles qu'en 2018, quatre décennies après la Chine et la Russie, tandis que la délégation de l'UE auprès du Conseil de la Coopération du Golfe à Riyad a été créée en 2004.

130

Le lobbying

Yemen

En 2017, L'Arabie saoudite a lancé une campagne de lobbying intense pour tenter d'empêcher les membres du Parlement européen de voter pour un embargo sur les armes en raison de l'action militaire saoudienne au Yémen depuis 2015. Des représentants saoudiens ont rencontré des eurodéputés pour tenter de les persuader de ne pas soutenir un amendement qui appelait à un embargo à l'échelle de l'UE. L'ambassadeur saoudien à Bruxelles, Abdulrahman al-Ahmed, a envoyé une lettre de quatre pages pour justifier l'intervention militaire. Il a insisté sur le fait qu'une grande partie de l'action saoudienne avait impliqué une aide humanitaire. "*L'Arabie saoudite a également répondu à l'appel de l'Occident à jouer un plus grand rôle dans la lutte contre l'instabilité terroriste dans tout le Moyen-Orient et les conséquences de notre non-intervention dans le conflit au Yémen auraient été bien pires que ce que l'Occident pouvait encore imaginer*", a déclaré l'ambassadeur. [131]

Black List

En février 2019, la Commission européenne a dévoilé sa proposition d'inclure le royaume saoudien dans sa liste noire des pays présentant des "déficiences stratégiques" dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Sur la base de son enquête indépendante, la Commission a conclu que l'Arabie saoudite présentait un "*risque élevé pour le système financier de l'UE*". [132]

Le roi Salmane d'Arabie saoudite a envoyé des lettres à tous les dirigeants de l'UE les exhortant à reconsidérer l'inclusion de Riyad dans la liste noir sur le blanchiment d'argent. L'inscription du royaume saoudien "*nuira à sa réputation d'une part et créera des difficultés dans les flux commerciaux et d'investissement entre le Royaume et l'Union européenne d'autre part*", a écrit le roi Salmane. [133] La pression diplomatique s'est poursuivie lorsque tous les ambassadeurs de l'UE en Arabie saoudite ont été convoqués à une réunion au ministère des Finances à Riad pour discuter de la question.

Riyad a menacé de rompre les contrats avec les États de l'UE si la liste est approuvée, a déclaré un responsable de l'UE. La liste noire a été adoptée pour la première fois conformément aux nouvelles règles de l'UE visant à prévenir le blanchiment d'argent. Les pays sont mis sur liste noire par l'UE s'ils "*présentent des lacunes stratégiques dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui constituent des menaces importantes pour le système financier de l'Union*". [134]

La resolution

Le 14 février 2019, le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution condamnant l'Arabie saoudite pour la détention et la torture de femmes défenseures des droits humains. Alors que la machine de relations publiques du royaume annonce fièrement ses

131
132
133
134

supposées réformes pour les femmes, Riyad emprisonne des militants qui ont fait campagne pour la levée de l'interdiction de conduire, comme Loujain al-Hathloul. La résolution était adoptée à une majorité record de 517 voix contre 10 et 70 abstentions. Les eurodéputés estimaient qu'il "*reste discriminatoire, faisant des femmes des citoyennes de seconde zone, n'autorise aucune liberté de religion et de conviction, discrimine gravement l'importante main-d'œuvre étrangère du pays et réprime sévèrement toutes les voix dissidentes*". [135]

135

Think Tanks et Cabinets

Collège de l'Europe

Selon le site Web d'EUobserver, "*Un e-mail divulgué indiquait qu'ils organisent une visite dans les institutions européennes pour sept ambassadeurs saoudiens et sept hauts fonctionnaires du gouvernement saoudien*". [136] Certains des députés européens ont accepté leur offre, permettant ainsi aux ambassadeurs saoudiens en Autriche, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Hongrie, Pologne et Roumanie d'entrer au Parlement européen le 19 février.

MSL Brussels

MSL Brussels - qui fait partie du conglomérat de médias français Publicis Groupe - a eu un contrat pour représenter le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite dans l'UE depuis au moins octobre 2015. Cependant, bien que MSL Brussels ait une entrée dans le registre de transparence du lobbying de l'UE, ils n'ont pas inclus l'Arabie saoudite dans leur liste de clients. MSL Brussels a représenté le ministère saoudien des Affaires étrangères et le prince héritier Mohammed Bin Salman, via la mission saoudienne auprès de l'UE, aidant à transmettre les principales positions de lobbying du pays aux députés, à la presse et aux institutions européennes. Dans le registre de transparence de l'UE, il indique que le contrat Qorvis vaut entre 50 000 € et 99 000 € par an. Pourtant, des sources internes indiquent que l'Arabie saoudite était le principal client de MSL Brussels et que le contrat valait en fait environ 110 000 € par mois. [137]

136
137

Iran

Eldar Mamedov

Eldar Mamedov était conseiller politique du groupe social-démocrate au Parlement européen. Né à Riga, en Lettonie, le 13 décembre 1972, il a travaillé dans le secteur bancaire et a dirigé le bureau de Parex Bank en Azerbaïdjan. Mamedov a servi au ministère letton des Affaires étrangères et à l'ambassade de Lettonie en Espagne et aux États-Unis. Il a été rappelé de l'ambassade de Lettonie aux États-Unis en raison de ses liens « trop étroits » avec les représentants iraniens en Amérique. Par la suite, Mamedov a été contraint de démissionner du ministère des Affaires étrangères. [138]

Mamedov a effectué un court voyage en Iran du 22 au 25 juin 2007 avant d'obtenir un poste de conseiller en politique étrangère pour les sociaux-démocrates à la commission des affaires étrangères du Parlement européen (PE). Il etait aussi responsable des délégations du PE pour les relations inter-parlementaires avec l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite Péninsule et Mashreq. [139]

Lobbying à Bruxelles

Mamedov travaille pour promouvoir l'agenda iranien et armenien au Parlement européen ainsi que dans les médias. Dans une interview accordée en juillet 2017 à la télévision d'État iranien Apart TV, l'ancien ministre iranien du renseignement, Ali Fallahian, a révélé que le ministère du renseignement et de la sécurité (Vevak) a longtemps utilisé les services de « journalistes amis » ou de « universitaires » pour faire avancer son agenda . "*Nous n'envoyons pas d'agent en Allemagne ou en Amérique et disons par exemple, ok, je suis un agent du ministère du renseignement. De toute évidence, il travaillerait sous le couvert d'affaires ou d'autres emplois, y compris les journalistes. Vous savez, beaucoup de nos journalistes sont en fait des agents du ministère* », s'est-il vanté. [140]

Le 7 Janvier 2020, Mamedov était à Téhéran à l'invitation de l'Institut d'études politiques et internationales (IPIS), un groupe de réflexion du ministère des Affaires étrangères. Le but etait d' aider à promouvoir "*une initiative visant à créer une plate-forme pour un dialogue régional inclusif dans le golfe Persique*". [141] Le 20 Decembre 2022 le bureau executive du groupe *S&D* a décidé "*la suspension d'un membre du personnel du S&D à la suite d'une faute grave liée à l'enquête judiciaire en cours. Le Secrétariat du Groupe S&D a immédiatement informé les autorités belges compétentes et continue de coopérer pleinement avec toutes les autorités chargées de l'enquête.*"[142]

L'ancien vice-président du Parlement européen, Alejo Vidal Quadras, a écrit un article pour NE Global et a exposé les liens de Mamedov avec Téhéran. "*Lorsque j'étais député européen et vice-président du PE (1999-2014), j'ai averti le directeur général de la sécurité du Parlement européen ainsi qu'un certain nombre de députés de différents*

138
139
140
141
142

groupes politiques, notamment les socialistes, des activités de Mamedov au nom du régime des mollahs. Mon alerte a attiré l'attention de ces eurodéputés et de l'administration du Parlement sur lui, mais à l'époque il n'y avait aucune preuve matérielle de ses liens avec le ministère iranien du Renseignement. Il semble maintenant qu'il ait été pris, ce qui est en effet une très bonne nouvelle, et renforce la crédibilité de ces députés européens, comme moi, au cours de ces années, qui ont exhorté les institutions européennes, la Commission, le Conseil, le Parlement et le SEAE, à durcir la position de l'UE vis-à-vis de la théocratie iranienne." 143

Conclusion

L'affaire Qatargate/Marocgate est une opportunité historique pour mettre en place des réformes profondes et d'envergure sur le fonctionnement du Parlement européen. L'intention de la Présidente du Parlement européen est a priori de protéger la réputation de l'institution en tant que seul moyen d'expression de la volonté des citoyens européens.

Beaucoup reste à faire pour que les phénomènes de corruption, d'abus de pouvoir et d'influence disparaissent et que la confiance des citoyens dans les idéaux de l'intégration européenne soit restaurée. Il existe des règles contre la corruption, mais elles doivent être respectées. Tant que ces règles ne sont pas appliquées, les députés européens corrompus peuvent s'enrichir. Prenons l'exemple d'Eva Kaili. L'une des figures centrales du Qatargate, elle a été arrêtée pour cette raison en décembre 2022. Néanmoins, elle est à nouveau autorisée à participer aux sessions plénières.

Dans un an, les citoyens européens seront invités à voter pour leurs représentants pour la période 2024-2029. D'ici là, la Présidence du Parlement européen et les groupes parlementaires devront avoir présenté un plan cohérent pour garantir le respect de la transparence qui garantira l'indépendance des députés de toute tentative de corruption ou de tout autre type d'influence.

Notes

1 https://www.lesoir.be/482807/article/2022-12-13/soupcons-de-corruption-la-justice-belge-fait-ce-que-le-parlement-europeen-na-pas
2 https://carnegieeurope.eu/2021/03/04/how-eu-can-better-avoid-bankrolling-authoritarianism-pub-83992
3 https://carnegieeurope.eu/2021/03/04/how-eu-can-better-avoid-bankrolling-authoritarianism-pub-83992
4 https://carnegieeurope.eu/2021/03/04/how-eu-can-better-avoid-bankrolling-authoritarianism-pub-83992
5 https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/eu-looks-to-autocracies-in-search-for-energy/
6 https://www.washingtonpost.com/graphics/2019/world/assassination-of-jamal-khashoggi-documentary/
7 https://www.newarab.com/news/morocco-slammed-hrw-manual-press-repression
8 https://freedomhouse.org/article/long-shadow-qatars-human-rights-abuses
9 https://www.liberation.fr/evenement/1999/03/16/apres-un-rapport-d-experts-accablant-sur-la-corruption-et-les-fraudes-a-bruxelles-la-commission-se-d_267610/
10 https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/l-ancien-depute-europeen-et-maire-d-hellemmes-gilles-pargneaux-mis-en-cause-pour-ses-liens-avec-le-maroc-2677972.html
11 https://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/201305_Code_of_conduct_FR.pdf
12 https://www.europarl.europa.eu/delegations/fr/about/introduction
13 https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019R1896
14 https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019R1896
15 https://lapatrienews.dz/revelations-corruption-marocaine-des-petits-cadeaux-aux-enveloppes-dargent-en-passant-par-les-flacons-dhuile-dolive/
16 https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/15/apres-le-qatargate-la-presidente-du-parlement-europeen-entend-remedier-a-des-defauts-systemiques_6154622_3210.html
17 https://www.euractiv.fr/section/justice-affaires-interieures/news/leak-les-anciens-eurodeputes-devront-attendre-six-mois-avant-de-pouvoir-faire-du-lobbying/
18 https://www.euractiv.fr/section/politique/news/fight-impunity-lancien-commissaire-europeen-dimitris-avramopoulos-aurait-agi-dans-les-regles-de-la-commission/
19 https://www.euractiv.fr/section/justice-affaires-interieures/news/qatargate-la-justice-italienne-accepte-lextradition-de-la-fille-dantonio-panzeri-vers-la-belgique/
20 https://www.chezvlane.com/Panzeri-26-millions-recus-du-Maroc-du-Qatar-et-de-la-Mauritanie_a30005.html
21 https://www.chezvlane.com/Panzeri-26-millions-recus-du-Maroc-du-Qatar-et-de-la-Mauritanie_a30005.html
22 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
23 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
24 https://www.lesechos.fr/monde/europe/ce-que-lon-sait-du-scandale-de-corruption-

qui-secoue-le-parlement-europeen-1888198
25 https://www.euractiv.fr/section/politique/news/qatargate-eva-kaili-fait-une-nouvelle-demande-de-liberation/
26 https://www.euractiv.fr/section/politique/news/qatargate-eva-kaili-fait-une-nouvelle-demande-de-liberation/
27 https://www.sudouest.fr/international/europe/scandale-au-parlement-europeen-un-ex-eurodepute-et-un-directeur-d-ong-maintenus-en-detention-13497858.php
28 https://fr.euronews.com/my-europe/2023/01/20/le-seul-element-surprenant-de-ce-scandale-est-lutilisation-desuete-de-valises-dargent-liqu
29 https://www.lefigaro.fr/flash-actu/qatargate-l-eurodepute-marc-tarabella-sort-de-prison-sous-bracelet-electronique-20230411
30 https://www.lesoir.be/497365/article/2023-02-25/le-maroc-plus-de-180000-euros-et-des-avantages-en-nature
31 https://www.lesoir.be/487970/article/2023-01-10/espions-et-cadeaux-le-maroc-au-coeur-de-la-democratie-europeenne
32 https://www.sudinfo.be/id620900/article/2023-02-19/scandale-au-parlement-europeen-voici-ce-que-les-enqueteurs-reprochent-marie
33 https://ledesk.ma/encontinu/corruption-a-leuroparlement-deux-nouvelles-deputees-dans-le-viseur-des-enqueteurs-belges/
34 https://www.lesoir.be/493163/article/2023-02-03/qatargate-niccolo-figa-talamanca-est-libere-par-le-juge-claise
35 https://www.lesoir.be/493163/article/2023-02-03/qatargate-niccolo-figa-talamanca-est-libere-par-le-juge-claise
36 https://lpost.be/2023/02/18/qatargate-lenquete-sinteresse-fortement-a-maria-arena-et-a-lune-de-ses-collegues/
37 https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/l-ancien-depute-europeen-et-maire-d-hellemmes-gilles-pargneaux-mis-en-cause-pour-ses-liens-avec-le-maroc-2677972.html
38 https://www.jeuneafrique.com/mag/615769/politique/france-maroc-une-amitie-en-ordre-de-marche/
39 https://www.radiofrance.fr/franceinter/soupcons-de-corruption-au-parlement-europeen-derriere-le-qatar-le-maroc-3256118
40 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/pt/ip_19_6810
41 https://www.leparisien.fr/archives/le-roi-avait-promis-des-reformes-29-04-2011-1427625.php
42 https://press.un.org/fr/2022/cpsd753.doc.htm
43 https://lepetitjournal.com/madrid/actualites/le-sahara-occidental-une-decolonisation-ratee-par-lespagne-292927
44 https://www.democracynow.org/2022/12/19/european_parliament_bribery_scandal_qatar_morocco
45 https://www.democracynow.org/2022/12/19/european_parliament_bribery_scandal_qatar_morocco
46 https://www.lalibre.be/international/europe/2023/01/19/a-la-veille-du-vote-dune-resolution-le-concernant-le-maroc-mene-un-lobbying-intense-au-parlement-europeen
47 https://www.democracynow.org/2022/12/19/european_parliament_bribery_scandal_qatar_morocco
48 https://www.democracynow.org/appearances/ana_gomes

49 https://twitter.com/AnaMartinsGomes/status/1603117531316854791?lang=el
50 https://www.off-investigation.fr/maroc-sexe-corruption-espionnage-mohammed-vi/
51 https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/projet-pegasus-le-maroc-utilise-le-logiciel-espion-contre-des-journalistes-francais
52 https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/projet-pegasus-le-maroc-utilise-le-logiciel-espion-contre-des-journalistes-francais
53 https://lobservateur.info/article/105528/actualites/affaire-pegasus-les-avocats-du-royaume-aucune-preuve-na-ete-apportee-a-ce-jour-contre-le-maroc
54 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/01/pegasus-des-militants-marocains-se-joignent-aux-poursuites-engagees-aux-etats-unis-contre-le-logiciel-espion_6163786_3212.html
55 https://www.off-investigation.fr/maroc-sexe-corruption-espionnage-mohammed-vi/
56 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
57 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
58 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
59 https://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf
60 https://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf
61 https://www.lesoir.be/497365/article/2023-02-25/le-maroc-plus-de-180000-euros-et-des-avantages-en-nature
62 https://www.lesoir.be/497365/article/2023-02-25/le-maroc-plus-de-180000-euros-et-des-avantages-en-nature
63 https://www.businessam.fr/scandale-qatargate-maria-arena-justice/
64 https://www.lecho.be/dossiers/qatargate/soupcons-de-corruption-par-le-qatar-la-vice-presidente-du-parlement-europeen-inculpee-et-ecrouee/10433894.html
65 https://www.lesoir.be/488800/article/2023-01-14/corruption-au-parlement-europeen-andrea-cozzolino-reagit-la-demande-de-levee-de
66 https://www.lefigaro.fr/international/scandale-de-corruption-au-parlement-europeen-un-million-et-demi-d-euros-en-cash-saisis-chez-eva-kaili-et-pier-antonio-panzeri-20221213
67 https://lapatrienews.dz/revelations-maroc-gate-der-spiegel-publie-une-enquete-qui-enfonce-mohamed-vi-et-ses-proches/
68 https://lapatrienews.dz/revelations-maroc-gate-der-spiegel-publie-une-enquete-qui-enfonce-mohamed-vi-et-ses-proches/
69 https://lapatrienews.dz/revelations-maroc-gate-der-spiegel-publie-une-enquete-qui-enfonce-mohamed-vi-et-ses-proches/
70 https://www.lesoir.be/497365/article/2023-02-25/le-maroc-plus-de-180000-euros-et-des-avantages-en-nature
71 https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20141219.RUE7092/marocleaks-quand-les-barbouzes-jouent-a-wikileaks.html
72 https://www.africaintelligence.fr/le-continent/2023/03/07/louise-mushikiwabo-sameh-shoukry-catherine-colonna-abderrahim-atmoun-andre-de-ruyter-pierre-haik,109920326-art
73 https://elwatan-dz.com/le-chef-de-la-dged-a-disparu-des-radars-depuis-plusieurs-jours-les-services-marocains-mines-par-les-tensions-internes
74 https://www.msn.com/fr-fr/video/actualite/francesco-giorgi-en-libert%C3%A9-surveill%C3%A9e-avec-bracelet-%C3%A9lectronique/vi-AA17RtGZ?ocid=sf
75 https://www.lindependant.fr/2022/12/26/qatargate-qui-est-m118-cet-espion-

marocain-connu-des-renseignements-francais-au-coeur-du-scandale-de-corruption-au-parlement-europeen-10889976.php
76 https://www.lesoir.be/500227/article/2023-03-10/podcast-qatargate-la-tentaculaire-et-hyperactive-influence-marocaine-aupres-de
77 http://moroccomail.fr/2022/12/19/maroc-gate-belahrach-a-opere-en-catalogne-il-y-a-10-ans-2/?amp=1
78 https://ledesk.ma/encontinu/corruption-au-parlement-ue-des-responsables-marocains-dans-le-viseur-de-la-justice-belge/
79 https://ledesk.ma/encontinu/corruption-au-parlement-ue-des-responsables-marocains-dans-le-viseur-de-la-justice-belge/
80 https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/l-ancien-depute-europeen-et-maire-d-hellemmes-gilles-pargneaux-mis-en-cause-pour-ses-liens-avec-le-maroc-2677972.html
81 https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/l-ancien-depute-europeen-et-maire-d-hellemmes-gilles-pargneaux-mis-en-cause-pour-ses-liens-avec-le-maroc-2677972.html
82 https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/l-ancien-depute-europeen-et-maire-d-hellemmes-gilles-pargneaux-mis-en-cause-pour-ses-liens-avec-le-maroc-2677972.html
83 https://www.jeuneafrique.com/672864/politique/maroc-ue-la-fondation-euromed-a-se-defend-detre-un-groupe-de-lobbying/
84 https://www.jeuneafrique.com/672864/politique/maroc-ue-la-fondation-euromed-a-se-defend-detre-un-groupe-de-lobbying/
85 https://www.off-investigation.fr/corruption-a-bruxellesles-barbouzeries-marocaines-dans-la-tourmente/
86 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
87 https://www.radiofrance.fr/franceinter/soupcons-de-corruption-au-parlement-europeen-derriere-le-qatar-le-maroc-3256118
88 https://www.france24.com/fr/europe/20221217-qatargate-francesco-giorgi-le-compagnon-d-eva-kaili-avoue-sa-participation
89 https://www.france24.com/fr/europe/20221217-qatargate-francesco-giorgi-le-compagnon-d-eva-kaili-avoue-sa-participation
90 https://www.france24.com/fr/europe/20221217-qatargate-francesco-giorgi-le-compagnon-d-eva-kaili-avoue-sa-participation
91 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
92 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
93 https://www.lesoir.be/497368/article/2023-02-25/qatargate-les-nouvelles-accusations-du-repenti-antonio-panzeri
94 https://www.dadinternational.org/about-us/team/2-non-categorise/16-nicola-giovannini
95 https://www.dadinternational.org/about-us/team/2-non-categorise/16-nicola-giovannini
96 https://www.lecho.be/dossiers/qatargate/qatargate-niccolo-figa-talamanca-libere-par-le-juge/10445090.html
97 https://www.lesechos.fr/monde/europe/qatargate-5-choses-a-savoir-sur-les-deux-ong-impliquees-1891225
98 https://www.lefigaro.fr/international/qatargate-l-eurodeputee-eva-kaili-ne-

retournera-jamais-en-grece-si-elle-n-est-pas-innocentee-20230416
99 https://www.lefigaro.fr/international/qatargate-l-eurodeputee-eva-kaili-ne-retournera-jamais-en-grece-si-elle-n-est-pas-innocentee-20230416
100 https://www.lavenir.net/actu/monde/2022/12/20/eva-kaili-admet-avoir-demande-a-son-pere-de-cacher-de-largent-se-trouvant-chez-elle
101 https://www.lavenir.net/actu/monde/2022/12/20/eva-kaili-admet-avoir-demande-a-son-pere-de-cacher-de-largent-se-trouvant-chez-elle
102 https://www.lavenir.net/actu/monde/2022/12/20/eva-kaili-admet-avoir-demande-a-son-pere-de-cacher-de-largent-se-trouvant-chez-elle
103 https://www.politico.eu/article/andrea-cozzoloni-qatargate-italy-wants-more-evidence-before-transferring-linked-mep-to-belgium/
104 https://www.lalibre.be/international/europe/2023/04/11/qatargate-nouveau-report-de-decision-au-sujet-de-lextradition-de-cozzolino
105 https://www.lesoir.be/486450/article/2023-01-02/scandale-de-corruption-comment-panzeri-aurait-manipule-une-reunion-du-parlement
106 https://www.lesoir.be/486450/article/2023-01-02/scandale-de-corruption-comment-panzeri-aurait-manipule-une-reunion-du-parlement
107 https://www.lesoir.be/486450/article/2023-01-02/scandale-de-corruption-comment-panzeri-aurait-manipule-une-reunion-du-parlement
108 https://www.lesoir.be/486450/article/2023-01-02/scandale-de-corruption-comment-panzeri-aurait-manipule-une-reunion-du-parlement
109 https://www.touteleurope.eu/institutions/qatargate-tout-comprendre-au-scandale-de-corruption-qui-touche-le-parlement-europeen/
110 https://www.touteleurope.eu/institutions/qatargate-tout-comprendre-au-scandale-de-corruption-qui-touche-le-parlement-europeen/
111 https://www.touteleurope.eu/institutions/qatargate-tout-comprendre-au-scandale-de-corruption-qui-touche-le-parlement-europeen/
112 https://brusselsmorning.com/qatargate-panzeri-also-accuses-forza-italia-mep-lara-comi/31189/
113 https://brusselsmorning.com/qatargate-panzeri-also-accuses-forza-italia-mep-lara-comi/31189/
114 https://brusselsmorning.com/qatargate-panzeri-also-accuses-forza-italia-mep-lara-comi/31189/
115 https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/12/qatargate-le-secretaire-general-de-la-confederation-syndicale-internationale-demis-de-ses-fonctions_6165169_3210.html
116 https://www.businesswire.com/news/home/20130116005659/fr/
117 https://www.glistatigenerali.com/geopolitica/londa-lunghissima-della-corruzione-a-bruxelles/
118 https://www.glistatigenerali.com/geopolitica/londa-lunghissima-della-corruzione-a-bruxelles/
119 https://www.thetimes.co.uk/article/uae-backed-lobbying-outfit-bussola-institute-allowed-to-use-farmleigh-house-for-free-mhjw5j3nt
120 https://www.thetimes.co.uk/article/uae-backed-lobbying-outfit-bussola-institute-allowed-to-use-farmleigh-house-for-free-mhjw5j3nt
121 https://corporateeurope.org/en/2020/12/united-arab-emirates-growing-legion-lobbyists-support-its-soft-superpower-ambitions
122 https://lobelog.com/the-uaes-war-over-narratives-in-brussels/
123 https://www.bic-rhr.com/about
124 https://www.europeandemocracy.eu/

125 https://pa.group/fr/our-people/
126 https://macro-strats.com/
127 https://www.thenationalnews.com/uae/2022/11/06/sheikh-abdullah-bin-zayed-meets-ministers-at-baniyas-in-pictures/
128 https://corporateeurope.org/en/2023/02/qatargate-authoritarian-backlash-and-orbans-fleas
129 https://www.zawya.com/en/economy/european-parliament-delegation-concludes-visit-to-uae-dio6qitd
130 https://www.catholicworldreport.com/2017/08/19/kenyan-bishops-decry-post-election-violence/
131 https://www.theguardian.com/world/2016/feb/25/saudis-lobby-meps-before-arms-embargo-vote-over-yemen
132 https://www.latribune.fr/economie/international/liste-noire-du-blanchiment-d-argent-quelles-consequences-pour-l-arabie-saoudite-807340.html
133 https://www.latribune.fr/economie/international/liste-noire-du-blanchiment-d-argent-quelles-consequences-pour-l-arabie-saoudite-807340.html
134 https://www.latribune.fr/economie/international/liste-noire-du-blanchiment-d-argent-quelles-consequences-pour-l-arabie-saoudite-807340.html
135 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-02-14_FR.html
136 https://euobserver.com/investigations/144116
137 https://lobbyfacts.eu/representative/f130b89745dc465d94e8e8fdc027e1ee/msl-brusselsdivision-of-mms-communications-belgium-sa
138 https://fr.iranfocus.com/intelligence-reports/amis/15582-eldar-mamedov-un-conseiller-de-bruxelles-au-service-du-regime-en-iran/
139 https://fr.iranfocus.com/intelligence-reports/amis/15582-eldar-mamedov-un-conseiller-de-bruxelles-au-service-du-regime-en-iran/
140 https://www.ncr-iran.org/en/srs/in-the-service-of-iran-regimes-corona-ayatollahs/
141 https://ipis.ir/en
142 https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/qatargate-les-socialistes-europeens-signalent-un-complice-presume-21-12-2022-2502459_1897.php
143 https://www.neglobal.eu/irans-influence-peddling-at-the-european-parliament/

Les ingérences étrangères au Parlement Européen

Une étude du Cabinet CP Consulting

Livret édité avec le budget 400 de Virginie Joron

Mai 2023